



(L'instauration d'un « régime de Transition », sans Ravalomanana, est l'unique solution pour sortir Madagascar de la crise)

Face au pillage survenu le 26 janvier dernier, organisé par des « éléments perturbateurs » du parti présidentiel dans le but de salir et de dénigrer le mouvement populaire et pacifique mené par le Maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana avoue, sans rire qu'il « avait donné l'ordre aux forces de sécurité de ne pas intervenir ». Autrement dit, laisser les pillards accomplir librement leurs méfaits. Il a fallu le sens de responsabilité des leaders politiques de l'opposition, notamment celui d'Andry Rajoelina en personne pour que le calme revienne ; pour qu'un « couvre feu » soit décrété ; et pour que des mesures sécuritaires adéquates soient prises pour rétablir l'ordre.

Devant l'irresponsabilité honteuse du gouvernement Ravalomanana, Andry Rajoelina proclame, le samedi 31 janvier, qu'il prendra désormais en charge les affaires nationales.

Suite à cette « proclamation », la communauté internationale, l'Union Africaine en tête, s'est précipitée à condamner la démarche du Maire sous prétexte que « cette manière d'accéder au pouvoir n'est pas conforme à l'ordre constitutionnel » et, donc, contraire aux principes défendus par cette instance régionale africaine. Aussitôt, les rares partisans du régime ont repris du poil de la bête en criant à un « coup d'Etat ». Certains observateurs politiques étrangers, pas très au fait de la situation à Madagascar, se sont même évertués à dire que le Maire, Andry Rajoelina, ait commis une erreur politique. Ravalomanana en perte de légitimité a envoyé dare-dare son premier ministre pour plaider « sa » cause auprès de l'Union Africaine.



(Siège de l'Un



Menace de l'union Africaine : Quand l'expérience n'instruit pas !

Mercredi, 11 Février 2009 13:19 - Mis à jour Mercredi, 11 Février 2009 14:28



(Nation d'élection par le dictateur zimbabwéen Mugabe)

